

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans CEDEX 2

Orléans, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRISALID SAS

651 rue de la Motte Pétrée
45770 SARAN

Références : VAT20220202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement TRISALID SAS implanté 651 rue de la Motte Pétrée 45770 SARAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier daté du 27 octobre 2021, l'exploitant a transmis à madame la préfète du Loiret un dossier de porter à connaissance relatif à l'augmentation du tonnage annuel en réception du centre de tri de 35 000 t/an à 45 000 t/an.

Cette augmentation de la quantité annuelle réceptionnée s'accompagne :

- d'une augmentation de la quantité de papiers, cartons, plastiques maximum entreposée sur le site (passage de 8400 m3 à 14550 m3) ;
- du réaménagement des conditions d'entreposage des déchets en amont et en aval du tri (modification du plan d'entreposage).

Le projet consiste à recevoir des déchets issus des collectes sélectives des ménages en provenance d'autres collectivités que celles déjà réceptionnées.

Même si l'instruction administrative est en cours, les travaux concernant notamment le réaménagement des zones d'entreposage de déchet sont presque achevés et les déchets des collectes sélectives de nouvelles collectivités sont déjà reçus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRISALID SAS
- 651 rue de la Motte Pétrée 45770 SARAN
- Code AIOT dans GUN : 0010001408
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société TRISALID, exploite sur la commune de Saran une unité d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et de DASRI ainsi qu'un centre de tri des déchets ménagers provenant de la collecte sélective des déchets.

Pour cela, elle dispose d'un arrêté préfectoral du 03 août 2020 qui régleme l'ensemble des activités exercées.

Cet arrêté fait suite au porter à connaissance déposé par l'exploitant fin 2019 pour présenter notamment la modernisation nécessaire du centre de tri afin de pouvoir répondre à l'extension des consignes de tri (ECT).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 25/03/2021
- Efficacité du tri
- Plan d'entreposage
- Origine des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 5 : Ressources en eau	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale
Point 8 : Etat des stocks	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 8.1.4.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 1 : Plan d'entreposage	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 8.1.4.2	/	Sans objet
Point 2 : Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.6.2	/	Sans objet
Point 3 : Zones ATEX	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.2.2	/	Sans objet
Point 6 : Installations électriques	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.3.3	/	Sans objet
Point 7 : Origine des déchets	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 1.2.3	/	Sans objet
Point 10 : Exutoires	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 4 : Accès et circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.3.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 9 : Qualité du tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat relevant vraisemblablement d'un enjeu particulière important est celui sur la suffisance des ressources en eau permettant de faire face à un éventuel sinistre. Au regard du caractère stratégique de l'équipement (qui permet le tri d'une partie importante de la collecte sélective des ménages de la région), une action rapide de l'exploitant en retour est attendue.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point 1 : Plan d'entreposage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 8.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Les aires de réception, d'entreposage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées et conformes au plan d'entreposage joint en annexe du présent arrêté. L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.
Constats : Non-conforme Ecart n°1 : L'entreposage des déchets n'est pas conforme au plan d'entreposage annexé à l'arrêté préfectoral du 03/08/2020
Observations : NC1 du 25/03/2021 : Les stockages ne sont pas conformes au plan d'entreposage. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Le centre de tri est toujours en phase de travaux et ne se trouve pas en exploitation définitive. Par conséquent, un certain nombre de zones ne sont pas en adéquation avec le plan d'entreposage. Une mise en conformité à ce plan sera réalisée à l'issue des travaux. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : L'exploitant doit informer l'inspection de la complète réception des travaux au moment venu. La non-conformité est maintenue dans l'attente d'une prochaine visite. Le jour de la visite, l'entreposage des stocks de déchets amont (avant tri) n'est pas conforme au plan d'entreposage annexé à l'arrêté préfectoral du 03/08/2020. En effet, des zones d'entreposage sont constatées en zone amont au niveau des façades NORD et EST du centre de tri. Le 29 octobre 2021, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance concernant les modifications envisagées à très court terme sur les augmentations de tonnages en réception dans le centre de tri. Cette demande est en cours d'analyse par l'inspection. La question de la suffisance des ressources en eau notamment est en étude chez l'exploitant. D'après la dernière version de l'étude des flux thermiques de janvier 2022 et le plan d'entreposage correspondant, il n'y aurait pas d'effet domino entre les différentes zones de stockages. Les stockages observés sont en accord avec le plan d'entreposage communiqué dans les compléments du PAC le 26/01/2022. Lors de la visite, il a été constaté que la hauteur de certains murs coupe-feu n'est pas en adéquation avec le plan d'entreposage communiqué dans les compléments du PAC le 26/01/2022. Il s'agit notamment du mur Est de l'alvéole A2 qui ne présente pas la hauteur minimum de 3.6 m sur toute la longueur de 11 m et du mur Nord de l'alvéole P/H/G/F qui ne présente pas la hauteur minimum de 1.2 m prise en compte dans l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être tracées et inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les extincteurs, les trappes de désenfumage et les robinets d'incendie armés font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme extérieur compétent. Les dispositifs de détection incendie font l'objet de contrôle semestriel par un organisme extérieur compétent. Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement font également l'objet d'une vérification annuelle.
Constats : Non-conforme L'exploitant ne peut justifier que tous les RIA sont maintenus en bon état.
Observations : NC2 du 25/03/2021 : Les RIA et les extincteurs ne sont pas maintenus en bon état. La centrale de détection (centre de tri) n'est pas opérationnelle. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Les extincteurs défectueux ont été reçus et mis en place le 31 mai 2021, vous trouverez ci-joint le bon de livraison. La remise en état des RIA a été réalisée le 31 mai 2021. Lors de votre visite, la centrale de détection était mise hors service temporairement pour des raisons d'intervention sur le système par l'installateur ce jour-là. Le soir même, la centrale était remise en service. La centrale de détection est opérationnelle. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : Le bordereau de livraison du 21/05/2021 pour 71 extincteurs a été fourni. Aucun justificatif n'a été fourni pour attester de la remise en état des RIA et de l'opérationnalité de la centrale de détection. La non-conformité est maintenue dans l'attente des justificatifs. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les contrôles de 2021 ont été réalisés alors que le surpresseur était à l'arrêt (4 manquaient de pression et 11 sans eau). Les nouveaux contrôles réglementaires seront faits en avril 2022 mais la date n'a pas encore été fixée (en lien avec la certification APSAD R5, difficulté de trouver des agents certifiés par rapport au surpresseur). Le PV de réception des travaux du centre de tri du 31/05/2021 a été visualisé. Il mentionne que le réseau des RIA a été remis en eau et est sous pression. La déclaration de conformité N5 du 18/06/2021 a été visualisée, elle atteste de la conformité de l'installation des RIA. La fiche de vérification hebdomadaire des sources d'eau concernant le suivi des systèmes sprinklers pour 2022 a été visualisée. Elle atteste des vérifications hebdomadaires. L'accès au surpresseur a été mis sous clef il y a 2 ans. Des travaux ont aussi été faits la semaine de l'inspection et le fonctionnement du surpresseur et des RIA a été vérifié. Ils sont utilisés à l'occasion des formations internes (les formations sont enregistrées informatiquement et pas sur le registre). Quand il y a eu les travaux de l'ouvre-sac il y a un mois, un RIA a été manipulé. Lors de la visite, le RIA présent au niveau de l'ouvreur de sac a été testé, il était fonctionnel. Lors de la visite, la centrale de détection était sous tension et ne faisait pas remonter d'alarme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 3 : Zones ATEX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. En outre, des systèmes de détection de gaz naturel, de détection d'ammoniac... sont disposés judicieusement au sein des installations et sont vérifiés et entretenus selon la réglementation en vigueur.
Constats : Non-conforme. Les zones ATEX ne sont pas matérialisées par des moyens appropriés.
Observations : NC 3 du 25/03/2021 : Le plan des zones ATEX ainsi que le document relatif à la protection contre les explosions ne sont pas mis à jour. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Le DRPCE ainsi que le plan des zones ATEX sont en cours de mise à jour. Nous vous ferons parvenir le rapport une fois l'étude finalisée. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de la communication du plan des zones ATEX et du DRPCE mis à jour. Le document relatif a été finalisé en juillet 2021. Il a été fourni lors de la visite. Au niveau du centre de tri, il y a 3 zones ATEX (fiches 5, 5 bis et 14) : dépoussiéreurs tri 1 et 2 et zone de charge des chariots. Les zones n'ont pas encore été matérialisées de façon précise sur le terrain. Le panneau zone ATEX ne se trouve pas au droit de l'équipement mais sur le mur EST de la zone process. L'exploitant précise que cela doit être fait.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 4 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
Constats : Conforme
Observations : NC 4 du 25/03/2021 : Les règles de circulation sur le site ne sont pas portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Le plan de circulation est fourni aux transporteurs / prestataires avec le protocole de sécurité / plan de prévention. En raison des travaux, le plan de circulation est en cours de modification dans sa version finale. La signalétique va être revue en même temps. Une fois finalisé, nous vous ferons parvenir le plan de circulation. Une réunion avec l'ensemble des parties prenantes pour validation du plan de circulation est programmée le vendredi 11 juin 2021. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de justificatifs attestant que le plan de circulation est fourni à tous les transporteurs / prestataires avant l'accès au site. Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'ils font un gros travail sur la circulation sur le site. Lors de l'arrivée sur le site, l'inspection a constaté que l'accès était bien indiqué. La NC4 du 25/03/2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 5 : Ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de quatre poteaux incendie privés devant délivrer individuellement un débit minimal de 120 m³/h sous 1 bar ; - de deux cuves de 780 m³ chacune, sur lesquelles est branché un groupe motopompe destiné à l'alimentation des sprinklers et des canons d'aspersion sous mentionnés ; - de robinets d'incendie armés en nombre suffisants disposés dans le bâtiment de tri de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; - d'un système de détection automatique d'incendie dans le centre de tri ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ;
<p>Constats : Non-conforme L'exploitant ne peut justifier que le site est équipé de 4 poteaux incendie débitant un débit individuel de 120 m³/h sous un bar. Il doit justifier de l'adéquation entre ses besoins en eau et ses ressources en eau.</p>
<p>Observations : D1 du 25/03/2021 : L'exploitant doit transmettre les justificatifs du parfait achèvement des travaux en lien avec la lutte contre l'incendie.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : L'achèvement des travaux en lien avec la lutte contre l'incendie est repoussé au 3ème trimestre 2021. Ce retard est dû entre autres à la crise sanitaire 2020/2021.</p> <p>Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La demande est maintenue dans l'attente de la transmission des justificatifs de réalisation des travaux en lien avec la lutte contre l'incendie.</p> <p>Avis de l'inspection du 25/03/2022 :</p> <p>Le site est encore en phase travaux sur la centrale de détection incendie avec l'installation de nouveaux capteurs flamme au niveau de la presse à paquet (suite à plusieurs départs de feu). D'après l'exploitant, ces capteurs seront installés lundi 28/03/2022, ils permettront de déclencher automatiquement le sprinklage. Cette zone confinée constitue un risque d'incendie en lien avec la présence de métaux et batterie mais, d'après l'exploitant, il n'y aurait pas de risque de propagation extrême en cas de sinistre.</p> <p>Sur la partie sprinklage, c'est mis en service, vérifié de façon hebdomadaire et il y a déjà des contrôles trimestriels. Les suivis hebdomadaires des postes sprinklers de 2021 ont été visualisés. L'exploitant dispose également d'un suivi de pression instantané qui permet de détecter les éventuelles fuites.</p> <p>S'agissant de l'adéquation des ressources en eau avec les besoins en eau :</p> <p>Le dernier rapport de vérification des poteaux incendie a été fourni. La date du contrôle n'y est pas précisée. D'après ce document, 3 poteaux sur 4 ont un débit inférieur à 120 m³/h (105, 105 et 109). Il s'agit de poteaux incendie privés raccordés au réseau public.</p> <p>D'après la D9 fournie par l'exploitant, les besoins en eau du site seraient de 420 m³/h.</p> <p>Le rapport de vérification fourni ne précise pas les débits atteints par les 4 poteaux en simultané.</p> <p>L'exploitant précise que ce test en simultané est difficile à faire. D'après le SDIS, une mesure des débits en simultané peut être faite.</p> <p>Concernant la prescription des 120 m³/h à chaque poteau pris individuellement, elle a été insérée dans l'AP de 2015 (en 2012, c'était 60 m³/h). En 2009, il était mesuré plus de 130 m³/h sur chaque poteau. Les nouvelles constructions aux alentours peuvent expliquer cette baisse de pression. L'exploitant précise que le SDIS était venu en amont du projet en 2019.</p> <p>D'après l'exploitant, la D9 fournie ne prend pas en compte le fait que le centre de tri est divisé en cellule qui n'ont pas d'effet domino les unes sur les autres. S'agissant du compartimentage des différentes zones (dans le but de réduire les surfaces prises en compte dans le calcul de la D9), il n'est possible qu'avec des murs coupe-feu toute hauteur et des portes coupe-feu associées ; ce qui</p>

n'est pas le cas entre les différentes zones (amont - process - aval). L'exploitant doit justifier de l'adéquation entre ses besoins en eau et ses ressources en eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Point 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : Non-conforme L'exploitant ne peut justifier que le matériel électrique est entretenu en bon état (absence de Q18). Absence de vérification de l'ensemble de l'installation électrique par un organisme compétent datant de moins d'un an.</p>
<p>Observations : D2 du 25/03/2021 : L'exploitant justifiera la conformité de la présence d'un câble vraisemblablement électrique passant au niveau du mur de balles, en matière de prévention du risque incendie. Il transmettra également le dernier certificat Q18 de contrôle de ses installations électriques.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Le câble électrique était présent en raison des travaux en cours dans cette zone. Il a été retiré comme vous pouvez le constater sur la photo ci-dessous. Le certificat Q18 a été commandé auprès de l'APAVE. Nous attendons le rapport de leur part.</p> <p>Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La demande est maintenue dans l'attente des résultats du Q18.</p> <p>Le Q18 du centre de tri concerne la visite initiale du site sur lequel se baser pour faire les visites suivantes. Cela a été fait en novembre 2020 et février 2021. D'après l'exploitant, un nouveau prestataire sera pris pour 2022. Les contrôles réglementaires seront faits par Bureau Véritas les 29 et 30/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 7 : Origine des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2020, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets
Prescription contrôlée : Les ordures ménagères proviennent principalement de la Communauté d'Agglomération d'Orléans et de syndicats de communes périphériques.
Constats : Non-conforme L'exploitant ne peut justifier de la provenance des déchets admis dans le centre de tri.
Observations : R1 du 25/03/2021 : La déclaration GERE et le bilan d'exploitation ne sont pas cohérents. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Sur 2020, il y a eu de nombreux mouvements de flux de collecte sélective en raison de la crise sanitaire et de la fermeture du centre de tri lors du confinement de mars et avril 2020, mais également en raison des travaux du centre de tri et des détournements qui ont dû être effectués. Nous prenons acte de votre remarque et nous allons analyser les différents mouvements de flux afin de voir d'où provient. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La remarque est maintenue dans l'attente de l'analyse de l'origine des différents mouvements de flux. 2021 : Orléans métropole 63731 t (pour l'ensemble du site avec OM de l'UVE aussi). Le logiciel de pesée ne permet pas de faire des tri. Il faut faire une extraction et la traiter. Ils reçoivent également les cartons de la collecte sélective des commerçants d'Orléans métropole. Ils peuvent quantifier les apports. Le producteur c'est Orléans métropole qui collecte. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir une extraction des apports par collectivités sur 2021-2022. Ces données sont attendues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 8 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 03/08/2020, article 8.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Le volume maximal de déchets à trier stockés sur site est de 5500 m ³ . Le volume maximal de déchets triés stockés sur site est de 2900 m ³ .
Constats : Non-conforme Les volumes de déchets triés et à trier présents sur le site ne sont pas connus.
Observations : R2 du 25/03/2021 : Les états des stocks présentés ne permettent pas d'évaluer facilement la conformité aux volumes maximums présents sur site autorisés. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Nous prenons en compte votre remarque et nous allons ajouter à notre tableau de suivi des stocks la conversion en volume. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La remarque est maintenue dans l'attente du tableau de suivi des stocks mis à jour. Avis de l'inspection du 25/03/2022 : L'exploitant précise que l'état des stocks physiques est réalisé une fois par mois, le dernier c'était le 01/03/2022. Le directeur de pôle explique avoir demandé à ses équipes un état des stocks quotidien en fonction des entrées, des sorties et de la production. D'après lui, seule la responsable du centre de tri (absente le jour de la visite) a accès aux tableaux d'état des stocks. Lors de la visite, les volumes de déchets triés et à trier n'étaient pas connus. Sur le terrain, la hauteur des murs des alvéoles permet d'évaluer grossièrement les volumes présents. Le relevé des stocks aval 2021 a été visualisé, il est en kg. Il était question de rajouter une colonne avec les m ³ pour pouvoir rapidement vérifier la conformité à l'arrêté préfectoral. Les états des stocks présentés doivent permettre d'évaluer facilement la conformité aux volumes maximums présents sur site autorisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Point 9 : Qualité du tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.V
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité du tri
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
Constats : Conforme
Observations : Les outils de tri disponibles sur le site sont les suivants : trommel, cribles, overband, trieurs optiques, robot de tri, poulies magnétiques, courants de Foucault, chaînes de tri. Les données de production en tonnes sont dans l'outil TriteM La direction technique à Nantes a aussi accès à l'outil. Les caractérisations entrantes sont saisies dans l'outil TRITEM. Les données sont extraites par collectivité : données entrantes, données sortantes et refus de tri. Les refus de tri sont répartis par l'algorithme pour chaque collectivités. Ils importent par csv toutes les pesées de réception et expédition. Le nombre de caractérisation est déterminé par le cahier des charges du marché public. Minimum 12 en flux homogène et minimum 18 en flux hétérogène. Il y a 38 kg de déchets pour une caractérisation. Le plan de caractérisation est défini chaque année et doit être représentatif des type d'habitats et d'urbanisation. Pour être représentatif du flux réel passe en chaîne, il y a 48 caractérisation pour Orléans métropole (et 24 pour les 7 autres collectivités). Les refus de tri représentent 16.52 % en janvier 2022 et 16.07% en février 2022. Pour 2021 : 23.15 % pour 4494.22 t. Pour information, Orléans métropole a environ 23 % de refus dans ses caractérisations (Châteauneuf 33 %). Il y a eu des tests de performance en juillet 2021. Contractuellement, il faut moins de 25% de valorisable dans les refus. Le taux de valorisable dans les refus sortants est de 21 % en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 10 : Exutoires

Prescription contrôlée :

- la date de l'expédition du déchet
- la dénomination usuelle du déchet
- le code du déchet
- s'il s'agit de déchets POP
- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle-
- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD
- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³
- l'adresse de l'établissement
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de réception
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle

Constats : Non-conforme Le registre des déchets sortants est incomplet.
Observations : La direction nationale de VEOLIA travaille à la mise à jour des champs suite à la publication de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Cela était annoncé pour fin février, fin mars 2022. Le logiciel de pesée est actuellement celui de la collectivité. Le site doit passer au logiciel de pesée Veolia (diva pesée) pour mettre à jour le registre de sortie. Le registre des déchets sortants est incomplet. Il ne contient les items introduits par l'arrêté ministériel du 31/05/2021, venu abroger l'arrêté ministériel du 29/02/2012. Pour avoir plus de détail sur les repreneurs, il faut demander aux collectivités. Les collectivités ont des conventions de reprise avec les différents exutoires. VEOLIA est juste prestataire du tri.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet